

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 30 septembre 2008***

*Nombre d'élus : 23*

*En fonctions : 23*

*Présents : 21*

*Sous la présidence de M. STRAUB, Maire*

**Etaient présents :** Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - NICOLAY – DHIOS - Adjoints.

Mmes ANTOINE - HERZHAUSER - PATRICOLA - DILLER - ANDRE - FLORI - CUSUMANO  
M. CORTINA - TISON - PERRET - BRABLE - OMINETTI - KAUFFER - QUINIO - Conseillers

**Absents excusés :** M. VINCENT à procuration à M. le Maire  
M. LORANG à procuration à M. PERRET

*Date d'envoi de la convocation : 26 septembre 2008*

*Secrétaire de séance : Mme FLORI*

### **Ordre du Jour**

1. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 11 juillet 2008
2. Urbanisme – Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.
3. Urbanisme – Participation pour voirie et réseaux.
4. Demande de subvention au Conseil Général pour poteaux incendie
5. Impôts directs – Décisions éventuelles à intervenir.
6. Demande de subvention de l'AS SCY-CHAZELLES.
7. Délibération budgétaire modificative.
8. Affaires scolaires – Subvention ACDAP pour les écoles.
9. Affaires scolaires – Prise en charge exceptionnelle de frais de scolarité
10. Concours des maisons fleuries – Décisions à intervenir.
11. Location des salles communales – tarifs pour le personnel communal
12. Commission consultative de l'environnement de l'aéroport Metz-Frescaty – Désignation d'un titulaire et d'un suppléant.
13. Adhésion à la Ligue de Protection des Oiseaux
14. Vente d'une partie d'un chemin communal – Détermination du prix de vente
15. HAGANIS – Bilan d'activité 2007 – Assainissement et traitement des déchets.
16. SAUR – Rapport annuel 2007.

17. Droit de préemption urbain

18. Divers – Point d'information sur les Vice Présidents de la CA2M

Avant d'aborder l'ordre du jour, Monsieur le Maire donne la parole à M. DHIOS.

M. DHIOS rappelle que lors de la campagne électorale il avait été décidé de se rapprocher des jeunes de la Commune (13 – 18 ans) afin de les rencontrer avant chaque Conseil pour échanger des idées et connaître leurs attentes.

Pour ce faire, un courrier personnalisé a été adressé à 180 jeunes entre 13 et 18 ans habitant la Commune pour leur expliquer le projet et connaître grâce à un                      réponse le niveau d'intérêt à ce dernier. Une annonce a été également faite sur le site Internet et sur le panneau lumineux .6 réponses nous sont parvenues dont 5 réponses négatives. La seule personne ayant manifesté de l'intérêt à ce projet a été invitée à rencontrer Monsieur le Maire.

M. CORTINA précise qu'il faudrait peut être savoir pourquoi les jeunes ne se sont pas sentis concernés par cette démarche (problème de communication etc.).

Mme PALUCCI pense qu'il ne faut pas abandonner l'idée et réétudier la question.

Monsieur le Maire charge M. CORTINA et BRABLÉ ainsi que Mme PALUCCI du dossier.

### **1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 11 JUILLET 2008**

Aucune remarque n'ayant été formulée, le compte rendu                      Conseil Municipal du 11 juillet 2008 est approuvé.

### **2) URBANISME – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

**Rapporteur : Mme PALUCCI**

Mme PALUCCI rappelle que dans le cadre de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme, la loi SRU du 13 décembre 2000 a prévu la réalisation d'un projet d'aménagement de développement durable (PADD).

Ses orientations générales doivent être soumises à débat en conseil municipal conformément à l'article L 123-9 du Code de l'Urbanisme. Il est important de préciser qu'aucun vote n'a lieu à l'issue de ce débat. Le législateur a voulu permettre un temps de discussion et de concertation avant l'arrêt du projet de PLU. Le vote aura donc lieu plus tard, lors de l'arrêt du projet du PLU comprenant l'ensemble des pièces : PADD, rapport de présentation, plans de zonage, règlement et annexes.

C'est pourquoi et en préalable, les orientations du PADD sont soumises au débat. Elle informe qu'à l'initiative de la Commune, une réunion de présentation du projet de PADD aux Maires des Commune avoisinantes et aux organismes publics associés (DDE, SCOTAM, ABF) a eu lieu afin de recueillir les premiers avis sur les orientations générales du PADD.

Mme PALUCCI commence la présentation

La méthode d'élaboration du PADD a été établie sur le                      « constat – objectifs – actions ». Les réflexions qui en ont été tirées ont conduit à structurer le PADD sur deux approches :

- ***une approche « territoriale »***
  - Ø le zonage de la ZPPAUP (zone de Scy; de Chazelles, des Coteaux et du Fond de Moselle)
  - Ø les zones classées du Saint Quentin (classement en 1994)
  - Ø la zone que n'a pas intégrée la ZPPAUP qui concerne principalement le bâti de Scy -bas (le long de la voie de la Liberté et la rue Alfred Pichon parallèle à la voie de la Liberté.)

- **Une approche thématique :**

- Ø qui porte sur les prescriptions environnementales, l'eau, la vie sociale et culturelle, les déplacements et transports, le développement économique, le tourisme et l'intercommunalité

- **Les atouts**

- **le patrimoine architectural :**

- Ø l'ensemble fortifié composé par les ouvrages des forts Girardin et Diou dans le site classé du Mont Saint Quentin.
- Ø les villages anciens de Scy et Chazelles qui constituent l'identité forte de Scy-Chazelles (village de vigneron, village de côtes) et portent la mémoire de l'Histoire en présentant des exemples remarquables de l'architecture médiévale, Renaissance et XVIII<sup>ème</sup>.
- Ø Scy-Bas fortement dégradé dans les années 60 et 70 mais qui compte des maisons remarquables, notamment celles qui nous viennent de l'annexion.
- Ø les monuments classés – chapelle Saint Remi, église fortifiée
- Ø la maison de Robert Schuman et son musée européen en cours de construction.

Il convient de terminer cette présentation en évoquant la qualité urbaine et paysagère des villages : jardins remarquables, belle architecture des murs, des rues, des places.

- **les espaces naturels et ruraux :**

- Ø le site du Saint Quentin qui est un des enjeux majeurs de l'agglomération et pour lesquels la commune prône, au sein de la CA2M, un aménagement "doux",
- Ø les zones des coteaux (VDQS) qui fait l'objet d'une attention toute particulière dans notre PADD. Elle est double : à l'ouest (ensemble en friche 45 HA qui avait fait l'objet dans les années 70/80 d'un vaste projet d'urbanisation sous la forme d'une AFU) à l'est une zone d'une superficie équivalente, traversée par la route de Longeville.
- Ø la zone du fond de Moselle qui est très importante sur le plan paysager (vues sur le site du Mont et berges de Moselle), très fréquentée et qui mérite une requalification : elle est actuellement peu cohérente et peu valorisée : infrastructures artisanales, terres cultivées, étangs dont les abords sont privatifs, le port Robert Schuman (120 anneaux) Les berges de la Moselle (dont la gestion relève actuellement des Voies Navigables de France) et les étangs sont des éléments déterminants pour la qualité du site.

- **l'eau :**

Présente sous plusieurs formes l'eau revêt une importance toute particulière à Scy-Chazelles : ruisseaux, fontaines, étangs, rivière. Des ouvrages spécifiques témoignent du rôle majeur de l'eau dans l'identité communale : les 2 lavoirs, des aqueducs (l'aqueduc romain, à mi-pente, l'aqueduc de Vandernoot qui capte les eaux de Gorze), des édifices.

- **Les contraintes**

- les zones inondables dans le fond de Moselle et les zones de mouvements de terrains répertoriés au PPR dans la zone des coteaux
- l'absence de maîtrise du foncier notamment dans la zone des coteaux : le remembrement de la zone ouest et d'une partie classée au nord de la route de Lessy est un remembrement urbain issu du projet de l'ex AFU. Les terrains sont massivement à l'abandon. La commune dispose actuellement de 3ha dont la moitié est constituée par des parcelles prévues dans le projet l'autre moitié par un emplacement cohérent sur lequel nous souhaitons développer des jardins familiaux.

## **f Les objectifs**

### **La préservation et requalification des espaces naturels et bâtis**

#### **1. Naturels :**

- **S'appuyer sur une action forte du PLU :** En soustrayant à la construction une part importante de ces zones par obligation (PPR) mais aussi par le choix du maintien d'une coupure verte entre Lessy et Scy, de l'ouverture des paysages actuellement fermés pour retrouver les points de vue remarquables, de retrouver dans la zone des coteaux un parcellaire adéquat qui constitue l'identité de ce paysage.
- élaborer un inventaire du patrimoine à actualiser avec tous les acteurs concernés.

- **Favoriser la remise en culture de ces espaces :** jardins familiaux, aides au maraîchage, encouragement à la reprise de la vocation agricole et ivrière (petits fruits, vergers, vigne) tout en ménageant des corridors écologiques pour la faune.
- restaurer et entretenir les sentiers, rouvrir notamment des sentiers donnant accès aux parcelles cultivées, les murs, les calvaires, les ruisseaux
- **Renforcer la valeur des berges pour le fond de vallée (Moselle) :** création de la véloroute – (convention en cours avec les VNF) ; intégration de la zone artisanale existante et limitation de son expansion (zone inondable)
- préservation et mise en valeur du patrimoine lié à l'eau avec, par exemple, la réalisation d'un bassin d'orage (parc de l'Archyre)

## 2. Bâti :

- Pour Scy-Bas élaborer un cahier de prescriptions architecturale (avec l'aide de l' ABF et du CAUE), veiller aux qualités environnementales et architecturales des rénovations et des nouvelles constructions, **mettre en valeur les places publiques** (de l'Esplanade, place du Paron, Place de l'Europe), réhabiliter les chemins piétonniers.

- **contrôle strict de la circulation** qui est un des problèmes majeurs de la vie dans les villages: étroitesse des rues (4,00 m de fenêtre à fenêtre), augmentation du parc automobile, utilisation de la route de Longeville et de Lessy comme contournement de Moulins.

### La maîtrise du développement urbain et économique

- les potentialités de développement de la commune sont limitées : par les contraintes naturelles, mais aussi notre objectif de préserver la qualité des villages (Scy,Chazelles,Scy-Bas), le seuil d'équilibre semble être atteint avec une bonne proportion de logements locatifs (39% en 2004) Il ne reste qu'une seule zone d'aménagement futur : zone AU « Sartore ».

- Il s'agit de compléter les équipements existants : deux salles polyvalentes, équipements sportifs (un stade, un tennis) par une maison de retraite et une crèche.

- Une trentaine d'entreprises et une vingtaine de commerces (dont deux supermarchés) sont implantées dans la commune. Principalement le long de la voie de Liberté (extensions impossibles et relatives nuisances pour les riverains) ces activités apportent dévalorisation relative des lieux. Dans le secteur du fond de Moselle la zone artisanale présente des implantations peu cohérentes et des extensions rendues quasi impossibles par le risque d'inondations des terrains.

**Le seul développement envisageable** sur le territoire communal est en lien avec la volonté de développer l'activité viticole, arboricole et maraîchère sur les coteaux (implantation d'un centre culturel pédagogique et viticole)

### Le tourisme :

La qualité du site et des villages anciens confère à Scy-Chazelles une valeur touristique renforcée par la présence de la maison Robert Schuman et le futur musée et par la présence du Port Robert Schuman.

Actuellement, peu d'équipements d'accueil sont recensés (gîte, accueil à l'uberge). L'accueil touristique est une perspective à développer.

### L'intercommunalité

**La CA2M :** de nombreux dossiers sont à défendre : la question des crues (une digue est prévue dans la zone de fond de Moselle), le contournement de Moulins, l'aménagement du Saint Quentin.

**Le Conseil Général :** partenariat à renforcer pour les actions liées au site de la maison de Robert Schuman.

Nous souhaitons développer des collaborations plus resserrées avec **les communes avoisinantes** sur les thèmes de la circulation, de la requalification des espaces naturels, de l'identité des villages de côtes, des équipements et services partagés.

En conclusion, Mme PALUCCI note qu'un débat a eu lieu sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable au sein du Conseil Municipal et que le document va continuer à évoluer durant les 2 mois à venir.

Suite à cette présentation, Monsieur le Maire invite chacun à donner son avis à émettre des critiques et à en profiter dans les 2 mois qui vont suivre avant l'arrêt du projet de PLU pour faire évoluer le document.

Mme FLORI pense que le développement du tourisme engendrera une augmentation des nuisances dues à la circulation encore plus importante dans le village et les problèmes de stationnement seront accrus.

u Monsieur le Maire rappelle qu'il est prévu un développement « doux » du tourisme afin de protéger l'environnement de Scy-Chazelles. Sur la question du stationnement, il précise que les parkings récents en bas de la rue de Moulins et du chemin des Noques ont été entièrement financés et aménagés par le Conseil Général, l'un (en bas) pour recevoir les bus et visiteurs de la Maison de Robert Schuman et du Musée et le second privé qui accueille les véhicules des sœurs, des employés du CDE et de la Maison de Robert Schuman. La Commune est toujours en négociation avec le Conseil Général pour une possibilité d'ouverture des parkings aux habitants.

Il rappelle toutefois que depuis plusieurs années des efforts sont faits sur ce plan. La capacité de parking route de Lessy a été augmentée de 50 %, le parking de Frécote a été créé ainsi que le parking le long du chemin des Noques, en face du lavoir route de Longeville et des espaces réservés ont été inscrits au POS dans ce but.

Il informe qu'il y a quelques années, un projet de parking souterrain derrière le lavoir route de Longeville était à l'étude mais, qu'après consultation de la population, seules 4 personnes étaient intéressées, ce qui était trop peu. Toutefois ce projet est toujours d'actualité et pourrait être relancé.

u Monsieur QUINIO rappelle qu'il avait été question de à la fermeture à la circulation du centre du village pendant certains week-ends et qu'il avait été prévu de faire des essais. Avec l'ouverture du Musée qui doublera le nombre de visiteurs de la Maison de Robert Schuman dès le printemps prochain, ce serait l'occasion de mettre en application cette idée afin de tester son efficacité.

Il propose également de continuer à entretenir les sentiers et le fléchage de ceux-ci.

Il fait également remarquer que l'aménagement du triangle de voirie situé rue du Saint Quentin au niveau de la place du Paron n'est toujours pas fait. Il rappelle que ce petit triangle appartient à la Commune et à un particulier qui pour le moment ne répond pas à la demande de la Commune pour l'achat de ce dernier. Il pense qu'il faut passer à l'expropriation.

Monsieur NICOLAY précise que les négociations vont reprendre prochainement.

Monsieur le Maire invite le Conseil à se retrouver à une réunion de bureau qui ne sera consacrée qu'au projet du PADD. Le document sera envoyé par mail à chacun.

### **3) URBANISME – PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RESEAUX**

**Rapporteur : M. BRABLÉ**

La loi Urbanisme et Habitat (2 juillet 2003) a créé la Participation pour voirie et réseaux (PVR article L 332-11-1 du code de l'urbanisme) qui remplace la Participation pour voirie nouvelle et réseaux (PVNR) instituée par la loi SRU. Elle a, par ailleurs, précisé les conditions dans lesquelles une commune peut mettre à la charge du particulier un raccordement à usage individuel (L 332-15).

#### ***Le principe de la participation pour voirie et réseaux***

*La PVR permet aux communes de percevoir des propriétaires de terrains nouvellement desservis par un aménagement une contribution correspondant à tout ou partie du financement des travaux nécessaires. Les travaux concernés sont :*

- *la réalisation ou l'aménagement d'une voie. Ceci peut inclure l'acquisition des s, les travaux de voirie (chaussée et trottoirs), l'éclairage public, le dispositif d'écoulement des eaux pluviales et les éléments nécessaires au passage, en souterrain, des réseaux de communication (travaux de génie civil, gaines, fourreaux et chambres de tirage, à l'ex sion du coût des câbles) ;*
- *la réalisation des réseaux d'eau potable, d'électricité et d'assainissement (hors des secteurs d'assainissement individuel) ;*
- *les études nécessaires à ces travaux.*

*Contrairement à l'ancienne PVNR, la PVR peut être utilisée pour financer des réseaux le long d'une voie existante sur laquelle aucun aménagement n'est réalisé. Ainsi cette participation peut être instituée pour financer, en tout ou en partie :*

- *la construction de voies nouvelles ;*
- *l'aménagement de voies existantes ;*

- l'établissement ou l'adaptation des réseaux lorsque les travaux sont réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

La commune ne pouvant mettre ultérieurement à la charge des propriétaires le financement des travaux qu'elle n'aurait pas prévus dans sa délibération et qu'elle se révéleraient nécessaires après réalisation des constructions. Elle se doit d'anticiper les aménagements futurs. Les élus sont libres de choisir l'aménagement qu'ils souhaitent à terme pour la voie mais ils ont tout intérêt à poser la question au moment de la mise en place de la PVR.

La commune n'a pas l'obligation de réaliser en une seule fois tous les aménagements prévus. Par exemple, dans le cas de l'aménagement d'une voie préexistante, elle peut prévoir dans la délibération à la fois les travaux concernant la voie (trottoirs, éclairage public...) et la réalisation des réseaux d'eau et d'électricité. Elle peut réaliser les réseaux au moment du premier permis de construire et effectuer les autres travaux ultérieurement, au fur et à mesure de l'installation d'autres constructions. Elle peut également procéder à la réalisation de la voie par tranches successives.

### **Quels sont les propriétaires qui doivent payer la PVR ?**

Ce sont les propriétaires des terrains situés de part et d'autre de la voie et qui vont donc bénéficier de son aménagement.

La participation que paye chaque propriétaire est calculée au prorata de la surface de son terrain. Sont pris en compte pour ce calcul les terrains ou parties de terrain situés dans une bande de 80 mètres de part et d'autre de la voie. Cette limite, fixée par la loi, peut être adaptée par la délibération propre à chaque voie et en fonction des circonstances locales, dans une fourchette comprise entre 60 et 100 mètres.

Le paiement de la PVR est généré par la délivrance d'une autorisation de lotir ou d'un permis de construire. Toutefois un propriétaire peut, par convention, accepter de préfinancer la réalisation ou l'aménagement de la voie, pour obtenir que son terrain devienne rapidement constructible.

En revanche, la commune ne peut pas percevoir la PVR des propriétaires des terrains déjà construits ou des propriétaires des terrains qui choisissent de ne pas construire. De plus, le Conseil municipal peut exonérer les logements locatifs sociaux du paiement de la PVR.

Les sommes correspondant aux terrains déjà construits non constructibles demeurent à la charge du budget communal. En effet, considérer que les terrains déjà construits, non constructibles ou destinés à recevoir des logements sociaux, ne sont pas concernés par la répartition du coût des travaux uniquement sur les autres terrains, reviendrait à reporter sur ceux qui construisent, le coût d'un équipement public qui bénéficie à tous. Il serait contraire au principe d'égalité de demander une somme supérieure à un propriétaire du seul fait que le terrain voisin est déjà construit ou que la commune a décidé, dans son PLU ou sa carte communale, de le rendre inconstructible ou encore qu'il accueille des logements sociaux que la commune a choisi d'exonérer.

En revanche, la loi autorise à exclure de l'assiette des terrains concernés, et donc à répartir uniquement entre les autres terrains, les terrains durablement et définitivement inconstructibles et dont il est certain qu'ils ne bénéficieront pas de l'aménagement réalisé. Ces terrains sont ceux qui, pour des raisons physiques (présence de ravin, d'une rivière...) sont durablement inconstructibles ou ne sont pas desservis par les réseaux ou la voie concernés ou les terrains rendus inconstructibles par le PPR (plan prévention des risques).

### **Comment se répartissent les rôles entre la commune et les syndicats intercommunaux d'eau, d'assainissement et d'électricité ?**

Qu'elle ait instituée la PVR ou non, lorsque des équipements relèvent d'un syndicat intercommunal d'eau ou d'électricité, la commune doit s'entendre avec le syndicat sur les travaux à réaliser. Des pratiques très diverses existent concernant les relations entre les communes et les syndicats intercommunaux. La loi n'impose aucun formalisme.

Parce qu'elle est responsable de l'urbanisme et que la PVR est un moyen de financer les dépenses nécessaires au développement de l'urbanisme, c'est la commune qui décide la mise en place de la PVR. Que la commune effectue les travaux directement ou à travers un syndicat intercommunal n'y change rien.

Par exemple, une commune versera au syndicat d'eau les sommes dues pour les travaux d'eau, au syndicat d'électricité les sommes dues pour l'électricité et effectuera elle-même les dépenses de voirie. Si elle a institué la PVR, elle percevra des propriétaires une somme correspondant à tout ou partie de ces dépenses. Sinon, elle les financera sur le budget communal.

Dans un souci de simplicité, la loi a néanmoins prévu que lorsque le Conseil municipal a décidé de ne réaliser, sur une voie existante, qu'un ou plusieurs réseaux (eau, assainissement, électricité), il peut décider, en accord avec les syndicats compétents, que la PVR leur sera versée directement. Dans ce cas, les sommes dues par les propriétaires fonciers ne transitent pas par le budget communal.

### **Le financement des raccordements à usage individuel**

La PVR permet d'assurer le financement des réseaux publics destinés à desservir plusieurs terrains. Dans certaines communes rurales, où les constructions nouvelles sont très peu nombreuses, la délivrance d'un permis de construire est parfois subordonnée à un simple raccordement aux réseaux existants. La commune peut mettre ce raccordement à usage individuel à la charge du constructeur, dans la limite de 100 mètres (L 332-15 du code de l'urbanisme). Il s'agit seulement d'un raccordement à usage individuel, qui doit être dimensionné pour répondre aux seuls besoins de l'opération. La loi dit explicitement qu'il ne doit en aucun cas être destiné à desservir d'autres constructions, existantes ou futures. Si la commune désire faire financer par les propriétaires un réseau pouvant desservir plusieurs constructions, il lui faut avoir recours à la PVR.

### **Quels liens entre la délivrance des permis de construire et des certificats d'urbanisme et le raccordement aux réseaux ?**

La délivrance des permis de construire et des certificats d'urbanisme, déterminée avant tout par les documents d'urbanisme (PLU, carte communale), suppose également la présence des principaux réseaux : eau potable, électricité, assainissement et accès pompiers. En revanche, l'absence ou la présence de la PVR, qui est une modalité de financement des réseaux, n'a aucun impact juridique direct sur la délivrance ou non d'un permis de construire ou d'un certificat d'urbanisme.

- Dans les zones U des PLU et dans les parties actuellement urbanisées des communes dotées d'une carte communale ou non dotées d'un document d'urbanisme, le permis de construire ne peut, en règle générale, pas être refusé pour absence de desserte. Si les réseaux n'existent pas, le classement en zone urbaine implique que la commune les réalise. Si les réseaux existent à proximité du terrain, le permis de construire peut prévoir un raccordement à usage individuel, mais ne peut pas être refusé.
- Dans les zones à urbaniser des PLU (zones NA ou AU « strictes »), les terrains sont constructibles s'ils sont situés à proximité des voies et réseaux. Toutefois, le document d'urbanisme peut subordonner la délivrance des permis à la réalisation d'un aménagement d'ensemble de la zone.
- Dans les communes qui n'ont pas de document d'urbanisme, les permis de construire et certificats d'urbanisme ne sont délivrés que dans la partie actuellement urbanisée de la commune. Toutefois, le Conseil municipal peut demander, dans l'intérêt de la commune, qu'un permis de construire soit délivré en dehors de la partie urbanisée. Cette possibilité n'est ouverte que lorsque le terrain est situé à proximité des réseaux et que son raccordement n'entraîne donc pas de frais importants pour la commune.

La notion de « proximité » doit être appréciée localement par la commune. La jurisprudence a en général retenu qu'un terrain situé à une centaine de mètres des équipements devait être considéré comme desservi, sauf circonstances locales particulières.

### **Réseaux et constructions existantes**

Lorsqu'un raccordement nécessitant une extension des réseaux publics est demandé en dehors de tout projet de construction, pour une construction existante régulièrement édifiée, le code de l'urbanisme ne s'applique pas. Dans ce cas, la possibilité pour le service public local de conditionner l'extension du réseau au versement d'une participation et les modalités de calcul de cette participation est définie par des textes spécifiques et le règlement du service public local. Pour l'électricité, cette possibilité est explicitement prévue par l'article 4 de la loi du 10 février 2000 sur le service public électrique.

*Il en est de même lorsque la demande de raccordement concerne une habitation existante qui fait l'objet de simples travaux de confort, d'amélioration, de mise aux normes ou de réfection même s'ils requièrent à ce titre une déclaration de travaux ou un permis de construire.*  
*En revanche, la restauration d'un bâtiment très dégradé ou le changement de destination d'un bâtiment sont traités de la même façon qu'une construction neuve.*

#### **Comment est instituée la PVR ?**

*La PVR est instituée sur le territoire de la commune par une simple délibération du Conseil municipal . Cette participation peut être instituée dans toutes les communes, qu'elles soient ou non dotées d'un Plan local d'urbanisme (PLU) ou d'une carte communale.*

*Ensuite une délibération, propre à chaque voie, précise les travaux qui sont prévus et le montant de la participation par mètre carré de terrain qui sera mise à la charge des propriétaires.*

*La commune pourra utiliser un barème forfaitaire pour liquider la PVR.*

M. BRABLÉ propose donc à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur l'instauration du régime de la participation pour le financement des voies nouvelles et des réseaux destinés à permettre l'implantation de constructions sur les terrains nouvellement desservis.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 332-6-1, L 332-11-1 et L 322-11-2

**CONSIDERANT** que les articles susvisés autorisent de mettre à la charge des propriétaires fonciers le coût des nouvelles voies publiques et des réseaux réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions ;

**CONSIDERANT** que les articles susmentionnés autorisent de mettre à la charge des propriétaires fonciers les coûts des travaux assimilés à la création d'une nouvelle voie publique réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions ;

- **décide** d'instaurer le régime de la participation pour le financement des voies nouvelles définie aux articles L 332-11-1 et L 332-11-2 du Code de l'Urbanisme ;
- **en application** du quatrième alinéa de l'article L 332-11-1 du Code de l'Urbanisme, d'exempter en totalité de l'obligation de participation financière, les constructions de logements sociaux visés au II de l'article 1585-C du Code Général des Impôts.

Adopté à l'unanimité.

#### **4) DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL POUR POTEAUX D'INCENDIE**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée que suite à la tournée annuelle des sapeurs pompiers dans le but de vérifier le bon fonctionnement des moyens hydrauliques mis à leur disposition, il est nécessaire de remplacer le point d'eau sis 49 Voie de la Liberté.

Un devis de la SAUR d'un montant de 2 226.65 € a été établi.

Monsieur NICOLAY précise que ces travaux peuvent être subventionnables. C'est pourquoi, il demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur le dépôt du dossier de subvention auprès des services du Conseil Général.

Toutefois, ces travaux devant être faits rapidement, on ne peut attendre l'accord de la subvention. C'est pourquoi, un courrier de demande de démarrage anticipé des travaux sera effectué en parallèle.



Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*autorise* le Maire à effectuer une demande de subvention auprès du Conseil Général pour le remplacement d'un poteau incendie.

Adopté à l'unanimité.

## **5) IMPÔTS DIRECTS – DECISIONS EVENTUELLES A INTERVENIR**

**Rapporteur** : *Monsieur le Maire*

M. le Maire explique à l'Assemblée que les élus doivent, comme à l'accoutumée en cette période, réfléchir aux exonérations et abattements ou impositions que la loi leur donne la possibilité de prendre et c'est ici, afin de renforcer l'attractivité économique (aider les entreprises à s'installer), pour soutenir le développement de certaines initiatives ou pour pouvoir venir en aide financièrement à certaines catégories de contribuables etc...

La circulaire de la direction générale des collectivités locales (DGCL) du 22 juillet dernier relatives aux délibérations fiscales à prendre par les collectivités territoriales en 2008, présente les conditions et délais dans lesquels doivent être prises les principales délibérations en matière fiscale cette année.

Conformément à l'article 1639 A bis du code général des impôts, les communes ont jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2008 pour prendre ou annuler des délibérations, les décisions prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Monsieur le Maire précise que jusqu'à présent, aucune modification n'a été apportée depuis 1994.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*vote* le statu quo.

Adopté à l'unanimité.

## **6) DEMANDE DE SUBVENTION DE L'AS SCY-CHAZELLES**

**Rapporteur** : *Mme GAUGIN*

Mme GAUGIN fait part à l'Assemblée de la demande de subvention pour la saison 2008/2009 de l'AS Scy-Chazelles pour un montant de 2000 euros.

Elle porte à la connaissance du conseil le bilan financier de l'année écoulée qui laisse apparaître un solde créditeur de 362.86 euros. (dépenses : 8797.14 € - recettes : 9160 €)

M. le Maire demande à l'association, dans un premier temps de faire un effort de rigueur au niveau des écritures comptables (manque de précision, report non effectué...) et, dans un second temps, et comme cela a déjà été souhaité l'année précédente, de s'impliquer davantage lors des différentes manifestations organisées dans la Commune ce qui lui permettrait d'obtenir des recettes supplémentaires.

Par ailleurs, le Conseil Municipal demande à l'AS SCY-CHAZELLES de faire un effort significatif en faveur des jeunes sigéo-castellois notamment par la constitution d'une équipe de jeunes.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*décide* d'octroyer une subvention de 2000 € à l'AS Scy-Chazelles.

Adopté à l'unanimité.

## **7) DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE**

**Rapporteur : M. le Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil que pour régler les sommes dues au bureau d'études SATM dans le cadre de l'élaboration de l'étude de faisabilité des travaux d'aménagement de la rue de l'Abbé Roget, soit au total 5 896.28 €, il convient de prendre une délibération budgétaire ve afin de prévoir cette somme au compte 2031 et non pas au compte 2315 comme prévu au budget.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*autorise* le Maire à effectuer ce transfert de crédits du compte 2315 au compte 2031.

Adopté à l'unanimité.

## **8) AFFAIRES SCOLAIRES – SUBVENTION ACDAP POUR LES ECOLES**

**Rapporteur : Madame ANTOINE**

Mme ANTOINE fait part au Conseil, comme chaque année, la demande des écoles par la prise en charge par la commune des cotisations au Centre de Documentation et d'Animation Pédagogique.

Les cotisations sont de 18 euros (une classe) pour l'é maternelle Sous Les Vignes et de 264.60 euros pour le groupe Bernard rabs (1.80 € x 147 enfants). L'école maternelle Arc en ciel n'a pas souhaité adhérer.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*décide* la prise en charge de ces cotisations pour l'année 2008/2009.

Adopté à l'unanimité.

## **9) AFFAIRES SCOLAIRES – PRISE EN CHARGE EXCEPTIONNELLE DE FRAIS DE SCOLARITE**

**Rapporteur : Mme ANTOINE**

Mme ANTOINE rappelle les faits qui remontent à l'année scolaire 2007/2008.

Suite à des difficultés rencontrées par Monsieur et Mme SCHMITT pour la scolarisation de leurs enfants à l'école maternelle Sous les Vignes, ces personnes ont été contraintes d'inscrire ceux-ci à Moulins les Metz.

Des frais de scolarité d'un montant de 91.44€ leur ont été demandés. Les parents ont donc effectué une demande de remboursement de ces frais à Scy-Chazelles.

Cette demande est passée en Commission des affaires scolaires et compte tenu de la il a été décidé de prendre en charge exceptionnellement et pour cette seule année ces frais.

Mme ANTOINE demande à l'Assemblée de valider cette décision.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*autorise* le Maire à rembourser la somme de 91.44 € à M. et Mme SCHMITT à titre exceptionnel et pour l'année 2007/2008 uniquement.

Adopté à l'unanimité.

# **10) CONCOURS DES MAISONS FLEURIES – DECISIONS A INTERVENIR**

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Dans le cadre de l'organisation de la manifestation des Maisons Fleuries, la commune remet à chaque lauréat un bon d'achat, valable chez un fleuriste désigné, dont la valeur varie en fonction du classement. Or, afin de procéder au règlement de ceux-ci, il convient de fournir une délibération.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

- *décide* d'offrir en récompense aux lauréats des Maisons Fleuries des bons d'achat d'une valeur variant en fonction de leur classement.
- *autorise* le Maire à régler la facture correspondante.

Adopté à l'unanimité.

# **11) LOCATION DES SALLES COMMUNALES – TARIFS POUR LE PERSONNEL COMMUNAL**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de bien vouloir appliquer au personnel municipal les tarifs de location des salles communales applicables aux personnes habitant la commune.

Il précise toutefois que ces conditions ne sont valables que pour une demande effectuée par et pour la personne employée, son conjoint ou leurs enfants à charge. Les locations « prête-noms » sont interdites et se verront appliquer un tarif majoré d'autorité.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*décide* d'appliquer les tarifs « habitants de la commune » au personnel communal aux conditions évoquées ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

# **12) COMMISSION CONSULTATIVE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AÉROPORT METZ FRESCATY – DESIGNATION D'UN TITULAIRE ET D'UN SUPPLÉANT**

**Rapporteur : M. le Maire**

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Monsieur le Préfet demandant aux communes de procéder au renouvellement des représentants de la commune (1 titulaire et 1 suppléant) à la commission consultative de l'environnement de l'aéroport de Metz-Frescaty.

Il rappelle que Monsieur KAUFFER était délégué titulaire et Monsieur FLORI, délégué suppléant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

*désigne*

- |                             |                    |
|-----------------------------|--------------------|
| Ø Monsieur Gilbert KAUFFER, | délégué titulaire  |
| Ø Monsieur Jean Luc TISON,  | délégué suppléant. |

Adopté à l'unanimité.

### 13) ADHESION A LA LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX

**Rapporteur : Madame PALUCCI**

Madame PALUCCI informe le Conseil que la Ligue de Protection des Oiseaux fondée en 1912, reconnue d'utilité publique depuis 1986 et présidée par Alain UGRAIN-DUBOURG propose aux communes adhérentes (cotisation 18 € par an, 75 € pour un membre bienfaiteur) d'organiser des conférences et des sorties pour le grand public, des expositions, des animations dans les écoles ayant pour objet la protection des oiseaux (80 € la demi journée). Elle fournit la logistique pour faire des installations de refuge dans les espaces naturels et les parcs paysagers.

Elle souhaiterait que la Commune adhère à cette association afin de mener des actions sur Scy-Chazelles.

M. BRABLÉ précise que cette association agit également sur la réinsertion des personnes en difficulté et, par conséquent, il propose que le Conseil cotise à hauteur de 75 €.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

- *accepte* d'adhérer à la ligue de Protection des Oiseaux pour un montant de 75 €/an
- *autorise* le Maire à signer la convention de partenariat.

Adopté à l'unanimité.

### 14) VENTE D'UNE PARTIE D'UN CHEMIN COMMUNAL – DÉTERMINATION DU PRIX DE VENTE

**Rapporteur : Monsieur NICOLAY**

Monsieur NICOLAY rappelle les faits :

M. WELSCH est propriétaire d'un ensemble de terrains formant une seule et même unité foncière à la fois sur le ban communal de Moulins lès Metz et sur le ban de Scy-Chazelles. Cette unité est séparée en deux par un chemin (une partie appartenant à Moulins lès Metz et l'autre à Scy-Chazelles).

M. WELSCH demande l'acquisition de ce chemin afin que sa propriété ne soit plus divisée.

Lors de sa séance du 10 janvier 2008, le Conseil avait donné son accord pour la vente d'une partie du chemin communal à condition que la Commune de Moulins lès Metz assure également la continuité du chemin sur leur ban et que M. WELSCH cède à l'État symbolique une partie de son terrain au Département afin que celui-ci crée un nouveau chemin. (M. NICOLAY propose à l'Assemblée de se reporter au plan annexé au dossier de synthèse). Il précise que la surface communale à céder est de 0,96 a.

Une estimation a été demandée aux services de France Domaines. (624 €)

Toutefois, il est à noter que la vente de ce chemin qui permettra ainsi l'unité foncière des propriétés de M. WELSCH donne à cette future propriété un atout non négligeable. C'est pourquoi il est proposé à l'Assemblée de définir un prix de vente supérieur au prix estimé par les Domaines ;

Il invite le Conseil à en délibérer.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

Ø *décide* de fixer un prix de vente forfaitaire de 5 000 €.

Ø *décide* de mettre à la charge de Monsieur WELSCH les frais d'enquête publique et de publicité nécessités par cette enquête.

Adopté à l'unanimité. ( 2 abstentions M. KAUFFER – BRABLÉ)

## 15) HAGANIS – BILAN D'ACTIVITE 2007 – ASSAINISSEMENT ET TRAITEMENT DES DECHETS

**Rapporteur : M. QUINIO**

Monsieur QUINIO présente au Conseil le bilan des activités de la régie HAGANIS ainsi que le dossier d'information du public relatif à l'exploitation du centre de traitement des déchets, au contrôle des émissions et à la surveillance de l'environnement de l'agglomération messine pour l'exercice 2007.

Il rappelle que HAGANIS a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2002 en tant que régie d'exploitation du Syndicat Mixte de l'Agglomération Messine (SMAM). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, suite à la cessation du syndicat mixte, HAGANIS est la régie opérationnelle de la CA2m. Elle assure la gestion et l'exploitation technique et commerciale des services confiés dans deux domaines :

L'assainissement où elle assure la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages nécessaires à la collecte, au transport et à l'épuration des eaux usées avant rejet dans le milieu naturel ainsi que l'exploitation et l'entretien des ouvrages pluviaux.

Le traitement des déchets ménagers et assimilés. HAGANIS assure les différents traitements nécessaires à la valorisation ou à l'élimination des déchets produits par les ménages et autres déchets assimilés aux ordures ménagères, qu'il s'agisse de tri des matériaux à recycler et de valorisation énergétique des déchets incinérables.

L'année 2007 s'achève avec la confirmation de la bonne santé de la régie dans ses deux domaines d'activité. Ce qui a permis de maintenir le montant de la redevance en 2007 et 2008 à 1.23€/m3 et d'envisager ce maintien en 2009 et ceci en dépit d'une baisse notoire des consommations d'eau potable (assiette de la redevance d'assainissement).

Il est à noter que la redevance d'assainissement est payée par les usagers du service public de distribution d'eau potable en proportion de leur consommation et sert à financer la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages nécessaires à la collecte, au transport et à l'épuration des eaux usées.

Puis Monsieur QUINIO invite le Conseil à se prononcer sur l'apport qui est à la disposition de chacun en Mairie.

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*prend acte* du rapport annuel Haganis pour l'exercice 2007.

L'Assemblée évoque la possibilité de visiter les installations d'HAGANIS.

Monsieur QUINIO se propose d'organiser cette visite.

## 16) SERVICE DES EAUX DE MONTIGNY lès METZ – RAPPORT ANNUEL 2007

**Rapporteur : M. QUINIO**

M. QUINIO porte à la connaissance de l'Assemblée le rapport annuel sur l'eau relatif à l'exercice 2007.

Il rappelle que l'exploitation du service des eaux a été déléguée en affermage à la SAUR depuis 1993. Celle-ci assure la production et la distribution d'eau potable des communes de Montigny-les-Metz, Marly, Moulins les Metz, Augny, Châtel Saint Germain et Scy-Chazelles (en partie basse du village).

Le service des eaux utilise pour sa production d'eau potable deux points de prélèvements :

- captage de la vallée de Montvaux à Châtel Saint Germain et Amanvillers qui alimente la commune de Châtel Saint Germain et Moulins Centre
- captage de Maison Rouge à Moulins les Metz qui alimente les autres communes.

***Quelques chiffres :***

Longueur totale du réseau : 236 km

Nombre d'abonnés : 11040 sur 44 971 habitants (recensement 1999)  
 Volumes consommés : 2 444 340 m3

Scy-Chazelles : 394 abonnés pour un volume consommé de 69 801 m3.

Qualité de l'eau : 98 analyses bactériologiques et 99 analyses physico-chimiques ont été réalisées en 2007 par la Laboratoire Départemental.  
 La DDASS a déclaré l'eau d'excellente qualité bactériologique et conforme aux exigences réglementaires pour les paramètres physico-chimiques, les substances indésirables, les substances toxiques et les pesticides.

Tarifs :

- Abonnement annuel (15m/m) : 9.06€
- Prix au m3 consommé : 0.7729€/m3
- Redevance prélèvement – Agence de l'eau : 0.040€/m3
- Redevance antipollution – Agence de l'Eau : 0.7018€/m3
- Haganis (assainissement) : 1.23€/m3
- TVA : 5.5 %

Monsieur QUINIO précise que ce rapport est à dispositi e.

## 17) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

- |               |                                |                        |
|---------------|--------------------------------|------------------------|
| • Immeuble    | Section 9, n° 39               | 130 Voie de la Liberté |
| • Immeuble    | Section 9 n° 338/93            | rue En Prille          |
| • Immeuble    | section 9, n° 120              | 3 Clair Soleil         |
| • Appartement | section 3, n° 137              | rue de la Cheneau      |
| • Immeuble    | section 9 n° 24                | rue Pichon             |
| • Terrain     | section 9, n° 380 et 381       | En Prille              |
| • Appartement | section 9, n° 332              | rue En Prille          |
| • Appartement | section 3, n° 115              | Voie de la Liberté     |
| • Local       | section 9 n° 456/110           | Voie de la Liberté     |
| • Immeuble    | section 1 n° 167 et 299/267    | rue des Vignes         |
| • Immeuble    | section 3 n° 207/175 et 208/75 | Voie de la Liberté     |

Le *Conseil Municipal*, après en avoir délibéré,

*prend acte* de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

## 18) DIVERS – POINT D'INFORMATION SUR LES VICE PRESIDENTS DE LA CA2M

Avant d'aborder le point d'information sur les Vice Pr idents de la CA2M, Monsieur le Maire donne la parole à M. DHIOS et Mme MAHIEU qui informent sur les points suivants :

### a) Site Internet

Le site Internet de la Commune a été revu tant sur le p fonctionnel que convivial. Par contre, force est de constater que si le site a reçu 13 700 visiteurs, le Forum quant à lui ne fonctionne pas.

**b) Bulletin municipal**

M. DHIOS remercie les personnes qui ont participé à la réalisation du numéro 40, en particulier pour la remise des articles dans les délais demandés.

**c) Conseils de quartiers**

Ceux-ci devraient être opérationnels rapidement. Ils seront composés de 4 personnes extérieures au Conseil Municipal et de 4 élus.

La Commune a été découpée en 3 « quartiers »

Le haut du village (jusqu'à la rue Pichon)

Le bas du village scindé en deux parties : partie est  
partie ouest.

Si les personnes extérieures ont été retenues, il est demandé aux élus intéressés de se faire connaître rapidement.

**d) Festival Musiques sur les Côtes**

Il est rappelé que le 8<sup>ème</sup> Festival de « Musiques sur les Côtes » dont le thème est « Parfums d'Italie » se déroulera les 9, 10, 11 et 12 octobre 2008. Le concert SCY-CHAZELLES aura lieu le vendredi 10 octobre à 20 h 30 à l'église Saint Remi. Il s'agira d'un duo violon/guitare autour des sonates de Nicolo Pagannini.

**e) Commission des Listes électorales – Désignation des représentants du Conseil**

M. le Maire demande au Conseil de bien vouloir désigner son représentant à la Commission des Listes électorales.

M. DHIOS délégué de l'Administration à cette Commission apporte des précisions.

Le rôle de la Commission est de dresser et de réviser la liste électorale. Elle statue sur les demandes d'inscription déposées en Mairie depuis le 1<sup>er</sup> janvier et examine la liste nominative transmise par les personnes susceptibles d'être inscrites d'office et procède aux radiations.

Elle se compose de 3 membres :

Ø Le Maire ou son représentant

Ø Monsieur DHIOS - délégué de l'Administration désigné par le Préfet.

Ø Mme LINDNER - déléguée choisie par le Président du TGI.

Monsieur BRABLE propose de représenter le Maire.

**f) Réunion de la prochaine Commission Communication Tourisme :**

Elle aura lieu le vendredi 24 octobre à 18 heures

**g) Point d'information les Vice Présidents de la CA2M**

Certains conseillers ont demandé au Maire de faire une place à la CA2M en donnant des informations plus fréquentes sur les débats qui s'y déroulent.

C'est pourquoi Monsieur le Maire a tenu à informer les conseillers sur le « feuillet de l'été » relatif aux vice présidents pour mettre les choses à leur vraie place après le lynchage médiatico politique que nous avons connu. Il a pensé que le faire au cours d'une réunion du Conseil Municipal donnerait un caractère plus officiel à cette mise au point.

En ce qui concerne l'annulation de l'élection des Vice Présidents, il précise que celle-ci n'a porté que sur la forme. Elle avait été faite à main levée après accord unanime de tous les délégués. Or les textes imposent un vote à bulletin secret. Celui-ci a eu lieu fin août et nécessité 22 heures malgré l'aide de 4 machines à voter.

Sur le fond, Monsieur le Maire a adressé 3 lettres, l'une à M. LEBEAU, diffusée à l'ensemble des délégués, la 2<sup>ème</sup> à M. JAGER Directeur de « La Semaine » (certains extraits ont été publiés dans cet hebdomadaire) et la 3<sup>ème</sup> à Radio Nostalgie. M. NICOLAY a écrit également à M. [nom] concernant spécifiquement les inondations. Ces 4 lettres ont été jointes à la note de synthèse adressée à tous les conseillers.

Sans revenir en détail sur ces lettres, Monsieur le Maire insiste en préambule sur le fait que le principe des 48 vice présidents est tout à fait légal puisque le législateur a prévu un chiffre maximum de 30% des délégués, soit 51 vice présidents pour la CA2M. Ce principe a été accepté par les délégués à l'unanimité moins 1 abstention (M. LEBEAU).

Par ailleurs, il rappelle que malgré les remarques démagogiques et mensongères faites par certains, les ménages à ce jour ne versent pas un centime à la CA2M. Seules les entreprises sont imposées au titre de la TPU. Il rappelle comme l'a fait Monsieur NICOLAY dans la lettre en annexe adressée à M. LEBEAU qu'il est indigne que celui-ci ait critiqué notamment une délégation aux risques naturels dans une Communauté d'agglomération dans laquelle 20000 personnes sont exposées aux inondations.

Enfin il évoque les caractéristiques géographiques et phiques très particulières de la CA2M qui comporte 40 communes dont 22 ont moins de 1000 habitants. Il s'agit donc d'une communauté d'agglomération très rurale à l'habitat dispersé de 235 000 habitants.

Le grand NANCY comprend 20 communes très regroupées dont 1 seule de moins de 1000 habitants pour 270 000 habitants.

Monsieur QUINIO demande la parole pour regretter que ce point ait été mis à l'ordre du jour en fin de séance.

M. le Maire lui répond que nous sommes en réunion du Conseil Municipal de Scy-Chazelles et pas à la CA2M. Par ailleurs, ce sera peut être la seule commune où un tel débat aura lieu.

M. QUINIO regrette que la lettre qu'il a adressée à M. BOHL, Président de la CA2M, n'ait pas été jointe au dossier. Il lui demandait de revoir le nombre des vice présidents et de reporter leur élection des 19 et 20 août car de nombreux délégués seraient en vacances ; pour ces raisons, il ne participerait pas au vote.

Monsieur le Maire insiste sur le fait que 160 délégués sur 170 étaient présents ou représentés les 19 et 20 août. L'absence massive et espérée de délégués n'était donc que pure supputation.

M. QUINIO donne ensuite lecture d'une lettre et demande qu'elle soit versée au dossier (elle se trouve comme les autres lettres en annexe). Après cette lecture, Monsieur le Maire fait remarquer que c'est vraiment dommage que M. QUINIO n'ait pas fait cette déclaration là où elle devait être faite c'est-à-dire la CA2M plutôt que de rester dans les gradins du public le 19 août.

Par ailleurs, Monsieur le Maire rappelle également à M. QUINIO qu'il a voté en faveur du nombre des vice présidents en 2002 et le 14 avril 2008.

De plus il préconise aujourd'hui une réduction drastique du nombre des délégués sachant que son mandat personnel ne pourrait être remis en question jusqu'en et après s'être opposé avec conviction, mais sans succès, à la réduction du nombre de délégués de Scy-Chazelles de 4 à 3 en 2007.

Monsieur BRABLÉ désire que soient faits des exposés relatifs aux travaux de la CA2M. Monsieur le Maire rappelle que tous les documents, budgets et procès verbaux de la CA2M sont à l'entière disposition de tous les conseillers en permanence.

Monsieur QUINIO insiste sur l'absence totale de tout débat à la CA2M.

Mme PALUCCI fait observer que sans entrer dans la polémique elle souhaiterait que le fonctionnement de la CA2M soit plus démocratique.

En ce qui concerne ce fonctionnement, Monsieur le Maire précise que des améliorations sont bien sûr nécessaires mais que des débats analogues à ceux que l'on peut avoir dans une petite commune sont impossibles en raison du nombre des délégués même si celui-ci est ramené à une centaine.

Les séances de Conseil dans la plupart des Communes de + de 3500 habitants consistent presque exclusivement en la lecture des points et motions préparés préalablement en dehors des prises de position de principe des représentants de l'opposition.

A la CA2M existent des Conseils des Maires et des réunions de bureau ainsi que des Commissions et il y a de réels débats aux Conseils des Maires où il n'y a habituellement qu'un ou 2 points à l'ordre du jour.



De plus Monsieur le Maire note qu'il est paradoxal de résultats d'un vote fait à l'unanimité.

plus de démocratie quand on rejette les

Une certaine confusion règne en fin de séance, plusieurs conseillers jugeant ces polémiques déplacées.

SCY-CHAZELLES, le 7 octobre 2008

La secrétaire de séance  
Suzanne FLORI

Le Maire  
Jacques STRAUB

*P.J. 5 lettres*

Jacques STRAUB  
Maire de Scy-Chazelles

Le 17 8 08

Monsieur Lebeau

Monsieur,

Votre croisade moralisatrice contre le nombre de vice-présidents de la CA2M est sympathique mais, ô combien, démagogique.

En préambule, vous êtes certainement un démocrate comme le sont tous les délégués de notre communauté. Le 14 avril, le principe des 48 vice-présidents a été accepté à l'unanimité, sans aucune opposition. Vous même n'étiez pas vraiment contre, semble-t-il, puisque vous n'êtes pas intervenu et vous vous êtes abstenu. Les 169 autres délégués ont-ils été menacés, manipulés ? Certes non. Ce vote n'a pas eu lieu durant la torpeur estivale. Chacun des délégués était en mesure de fourbir ses arguments. Les résultats du vote ont été clairs et sans ambiguïté. Or, selon vous, cette décision doit être rapportée. Curieuse conception de la démocratie.

Que désirez vous ? Changer les règles du jeu en cours de route. C'est peu comme si, au Tour de France, on changeait le parcours le troisième jour ou on changeait le régime des bonifications. Ces règles ont été définies démocratiquement, sont conformes aux textes en vigueur, n'ont pas été remises en cause par le TA. Vous prenez des exemples dont il ressort qu'en moyenne le nombre des vice-présidents est égal à quasiment deux vice-présidents pour une délégation (212 VP pour 110 délégations.) et vous en déduisez immédiatement que pour la CA2M, on lavera plus blanc que blanc et ce sera la parité, à savoir 14. Les autres communautés n'auraient pas le même respect que vous des problèmes économiques des citoyens. Toutefois vous n'excluez pas qu'après le travail d'une commission ad hoc, on pourrait peut-être revoir ce chiffre à la hausse mais d'abord éliminons, nous. C'est comme dans Le Malade Imaginaire ; « Primum purgare, secundum saignare. »

Il faut, dites vous, réduire aussi le nombre des délégués. Là vous êtes très adroit car vous savez que c'est juridiquement impossible pour cette mandature, sauf démission spontanée.. Allez donc au bout de votre logique. Demandez à tous les délégués de prendre l'engagement de démissionner après l'établissement de nouvelles règles du jeu. Mais pour cela, l'ange moralisateur replie un peu ses ailes. Les 122 délégués non VP risquent de ne pas être d'accord. Alors, silence verra pour le prochain mandat.

Supposons donc que vous soyez écouté et que le nombre de VP soit comme il l'est en moyenne du double de celui des délégations. Ceci ferait 28 VP. Economie : 20 VP.

Vous êtes soucieux du bien-être des contribuables. Je suis désolé pour vous, vous n'avez pas le monopole. Tous les maires le sont autant que vous. Tous ceux qui nous voient travailler dans nos communes en témoigneront. La maîtrise de la fiscalité est notre souci majeur.

Il faut rappeler que les ressources fiscales de la CA2M sont les Taxes Professionnelles et émanent donc des entreprises. Ce n'est pas pour cela bien sûr qu'il ne faut pas être très sérieux mais il ne faut pas pour autant prendre l'air de protéger les « foyers fiscaux ». C'est fallacieux.

Envisageons dans le détail ce que ces 20 VP contestés représentent au budget. Un VP touche 1587,30 € net dont il faut encore déduire le prélèvement fiscal. Les charges sociales salariales et patronales (CSG et Ircantec) sont de 276,13 €. Coût total pour la CA2M : 1863,43 € par mois soit 22361,16 € par an, soit pour les 20 VP « surnuméraires » 447 223,20 € c'est-à-dire 0,19% d'un budget total (fonctionnement, investissement et budgets annexes) de 232 392 170 €

15% de ce que coûte les VP sont donc réinjectés dans les caisses de retraite et au budget social de la nation sans compter la part fiscale proprement dite. Je pense que ces chiffres remettent les pendules à l'heure. J'ai entendu et lu ici et là, (calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose) que les VP coûtaient 2M d'euros. C'est une contrevérité absolue. **Le coût total des VP est exactement de la moitié : 1 073 335,60 €.**

Les indemnités totales des VP, du Président et des 122 conseillers sont de 1 630 100 € au budget. ( voir budget primitif 2008 lignes 6531 et 6533).

Les impôts et taxes s'élevant à 105 360 120 €, le coût des VP surnuméraires représente donc 0.42% de cette masse. Pour une entreprise moyenne payant 5000 € de TP, ceci représente donc 21 € par an soit le prix d'un petit café par mois. Est-ce vraiment insoutenable matériellement et psychologiquement pour le contribuable ? (seuls 20% de ces 105M proviennent des ménages par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.) Soyons sérieux !

Cessons donc de raconter n'importe quoi ! C'est la raison pour laquelle je pense que toutes ces histoires ne sont qu'hypocrisie et démagogie. Les médias, sans ces chiffres, en font leurs choux gras. Ils sont beaucoup plus discrets quand certains salaires mirobolants des vedettes du petit écran ont une influence certaine sur la redevance audiovisuelle.

Faites un mini-trottoir et demandez aux passants si leurs élus ne sont pas trop indemnisés. Ils vous approuveront à 95% surtout si la question est bien posée. Demandez leur ensuite combien gagne un maire, un conseiller général et un député et, vous n'aurez quasiment pas de réponse exacte à 20% près mais sans connaître le montant de l'indemnité, on sait que « c'est de trop ». Il est vrai qu'en ce qui concerne les VP de la CA2M, les chiffres, dont je viens de démontrer le caractère fallacieux, ont été avancés si souvent qu'il faudrait être totalement déconnecté pour les ignorer.

Etes vous bien sûr qu'il n'y aurait pas peut-être d'autres économies à faire ? Un exemple au hasard. Nous avons voté 647 000 € le 28 mai pour la remise à niveau annuelle du parc informatique. Etes vous bien sûr que tout est justifié et que les prix ont été tirés au maximum ? Si oui, je vous félicite pour votre compétence. Moi, je n'ai pas les compétences pour l'affirmer mais je fais confiance à ceux qui sont en charge de ce problème. Que pouvons faire d'autre ? Combien coûtera l'étude, seulement l'étude, de la régulation du trafic du TCSP dans le centre ville ?

Vous justifiez en partie votre action par le souci de regarder la popularité des maires. C'est très gentil de votre part de défendre notre honorabilité. Vous jouez vraiment au pompier pyromane. Vous vous souciez de l'opinion. Je vous conseille de lire un bon article d'Alain Duhamel dans le dernier POINT sur « La fabrique de l'opinion. » Dans cette affaire, l'opinion a été « faite » par les médias et quelques politiciens. Si l'on avait donné des chiffres exacts à l'opinion, si on ne l'avait pas manipulée, elle n'aurait pas été scandalisée.

Il s'agit en fait d'une action politique travestie de bons sociaux. Relisez les excellentes interventions de Monsieur Guy Berger et de Monsieur François Grosdidier sur la question le 28 avril. Dans votre motion, vous semblez timidement admettre que les indemnités des maires des petites communes sont peut-être insuffisantes mais que ce n'est pas à la CA2M d'assumer. Et si l'Etat décidait de les majorer, qui paierait ? L'Etat ? Non, les budgets communaux donc les ménages par les taxes foncières et les taxes d'habitation. Et alors, ce n'aurait pas d'importance. de souci du pouvoir d'achat des « foyers ». Bizarre, non ?

J'ai la faiblesse de penser qu'il n'est pas inconvenant que chaque commune ait au moins deux délégués dont un vice-président. Si non, on créerait des maires à deux vitesses. Que pèserait une commune n'ayant qu'un délégué ? Rien. « Cela se fait ailleurs ». Oui mais avez vous demandé aux intéressés ce qu'ils en pensent ? Pourquoi l'herbe est elle toujours plus verte ailleurs ?

En 2002, j'ai été le seul ou presque à m'abstenir lors du vote du montant de l'indemnité qui m'a étonné. Je me suis rendu compte depuis lors que le travail que cela représentait était plus important que je ne pensais.

Vous critiquez la délégation aux risques naturels. Monsieur Nicolay, mon premier adjoint, vous répondra sur ce sujet, je pense. Il est également Président du intercommunal de Protection contre les Crues. Je ne m'étendrai donc pas sur ce sujet mais ces propos sont tout à fait inconvenants dans une agglomération dont 20 000 habitants sont exposés aux crues. Pour vous, les inondations n'existent pas. Habitez vous ici en 1983 ? Je pense que vous ne vivez pas dans un quartier à risques.

Soyons donc raisonnables. Cessons d'exposer ces 20 VP contestés à la vindicte publique sans dire toute la vérité des chiffres, en n'évoquant toujours que le montant brut de l'indemnité, en doublant sans aucune gêne le montant total de ce que cela représente pour la collectivité, en se drapant dans une toge sociale immaculée alors que les préoccupations politiciennes restent essentielles.

Je vous prie de croire, mon cher collègue, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Jacques Straub  
Maire de Scy-Chazelles

Scy-Chazelles, le 23 août 2008

Monsieur Jean-Pierre Jager

Monsieur,

Je vous remercie d'être l'un des rares ou même le seul journaliste à essayer de faire la part des choses dans cette affaire des 48 vice-présidents. Je viens de lire votre dernier éditorial. y sent une certaine mesure et une certaine compréhension. Je l'avais déjà perçu auparavant.

Il y a deux problèmes dans cette affaire. Y a-t-il surnombre et est il justifié ? Les contribuables sont ils spoliés par des indemnités exorbitantes ?

48 : cela semble évidemment excessif et la question du surnombre est légitime. Je répondrai d'abord que ceci avait été prévu par le législateur puisque nous aurions même droit à 51 VP car il y a 170 délégués. Certes on aurait pu prévoir moins de délégués. Il me semble aussi que le législateur n'avait pas envisagé des communautés rassemblant un aussi grand nombre de communes. Je pense néanmoins qu'un minimum de 2 délégués par commune me semble nécessaire. Si l'on voulait passer à un nombre total plus raisonnable de 120, il faudrait donc diminuer significativement le nombre des délégués des communes de plus de 1000 habitants. Incontestablement, nous ne serions plus que 2 pour Scy-Chazelles. Nous avons déjà donné en 2007. Nous sommes passés de 4 à 3, de très nombreux conseillers sigéo-castellois se sont indignés. Alors ? Encore un effort ?

Dans l'esprit des textes, « communauté d'agglomération » concerne des communautés **urbaines**. « Communauté de communes » concerne des communautés **rurales**. La CA2M est une communauté urbaine qui comprend 22 communes de moins de 1000 habitants parfois situées à une grande distance de la ville et avec une rupture de continuité géographique incontestable. Je crois que le nœud du problème est là. La commune de Scy-Chazelles avait voté contre l'entrée de quelques communes dans la CA2M pas par hostilité à leur égard mais en vertu de ce principe. Nous étions à l'origine 28 communes. Presque toutes les communes nouvelles ont moins de 1000 habitants. Certains de ces communes avaient vocation à appartenir à la communauté de communes de leur secteur. Si nous n'y prenons pas garde, il pourrait y avoir 60 communes un jour, de plus en plus donnant à la CA2M une structure trop hétérogène et rendant sa gouvernance de plus en plus difficile.

En ce qui concerne les VP, il me semble qu'il est légitime que chaque maire soit VP. Avis très partial me direz vous. Je ne crois pas. J'aurai le même quand je ne serai plus concerné. Pourquoi ? Parce qu'il ne faut pas créer des maires ou des communes à deux vitesses. Des sous-maires. L'hétérogénéité serait encore plus forte. Ce serait sans doute les plus petites communes les plus touchées. On a déjà très souvent l'impression de ne pas beaucoup compter. Ce serait encore pire. Si vous aviez participé à nos campagnes électorales sur le terrain, vous auriez entendu des critiques de la CA2M équivalentes aux critiques faites à l'Europe dans les campagnes nationales. « Le maire abdique ses pouvoirs, est trop soumis à la CA2M, la commune a perdu une partie de son autonomie ». J'ai même dû demander à des candidats s'ils remettraient en cause notre appartenance à la CA2M en cas de victoire. Un maire qui accepterait de perdre la moitié de ses délégués et la vice-présidence serait considéré comme un lâche manquant de fermeté et bradant sa commune. A quelle volée de bois vert serait-il exposé, souvent de la part de ceux qui aujourd'hui critiquent ses indemnités ?

Même Monsieur Lebeau est conscient du fait que tous les maires doivent participer aux réunions de bureau et aux conseils des maires, donc à faire tout ce qu'ils font maintenant. Oui mais avec des indemnités de délégués.

Nous, les maires nous avons le sentiment d'avoir été brocardés par les médias, inlassablement depuis 5 mois, dans presque chaque article relatif à la CA2M. Qui a été interviewé ? Le Président, c'est tout à fait normal. Le premier VP et maire de Metz. Normal également. Monsieur Lebeau, à chaque instant. Il n'y a pas un maire interviewé le quart de ce que l'a été Monsieur Lebeau. Il était l'oracle. Il faut dire qu'il était la voix de ceux qu'il a rejoints au 2<sup>ème</sup> tour et qui sont restés bizarrement très silencieux.

On se plaint à prendre des références dans d'autres communautés d'agglomération. Qui vous dit que tout est bien chez elles ? Qui vous dit que seule l'agglomération messine est dans l'erreur ? Etes vous sûr que les maires des petites communes évincés se sentent bien dans la communauté du Grand Nancy ? Qui vous dit qu'ils ne se désolent pas de leur impuissance et de leur marginalisation ?

« L'opinion » a surtout été « faite » par les médias, par leurs attaques incessantes et par les chiffres faux donnés en pâture.

J'en arrive maintenant à l'aspect financier du problème. Je l'ai développé très longuement et avec une extrême précision dans une lettre à Monsieur Lebeau que vous trouverez ci-jointe et qui a été diffusée à tous les délégués. J'ajouterai toutefois une information complémentaire que j'ai apprise récemment, c'est pourquoi je n'en ai pas fait état dans cette lettre. Dans d'autres communautés d'agglomération, les VP ont une indemnité de plus de 2400 euros brut. Par conséquent, les 48 VP de la CA2M ne « pèsent » pas plus lourd que 34 VP de ces communautés. J'ajouterai également que beaucoup d'entre nous participent à des organismes extérieurs tels que TCRM, Haganis, Université, SCOTAM, AGURAM etc....sans aucune indemnité supplémentaire.

Avant de terminer, je voudrais exprimer ma satisfaction d'avoir constaté la cohésion de la CA2M autour de son président malgré le procès qui lui avait été fait « profiter » des vacances pour faire passer ce qu'il voulait au mépris de la démocratie. Eh bien, non. C'était encore une désinformation. Le quorum a été atteint et pulvérisé. Avec les pouvoirs, les votants le premier jour ont été de 160 sur 170. Ils ont encore dépassé 140 à la 22<sup>ème</sup> heure. Les vacances n'ont donc rien perturbé. Presque tous les délégués ont participé pour soutenir le Président et les VP. Certains espéraient un désaveu par manque de m. Ceci aurait relancé le débat dans lequel on se serait encore vautré avec volupté. Ils en sont pour leurs frais et leur déception. Il est dommage que la presse n'ait pas mis l'accent sur ce point.

J'espère vous avoir apporté des éléments complémentaires vous permettant de forger votre conviction à partir du point de vue d'un maire d'une commune moyenne.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Jacques Straub  
9 rue en Prille  
57160 SCY-CHAZELLES

Maire de Scy-Chazelles  
Vice-Président de la CA2M

Scy, le 9 9 2008

Radio Nostalgie Metz

Madame,

Je m'adresse à la journaliste qui a parlé de la CA2M le mardi 9 septembre vers 7h30.

Je pensais qu'un point final avait été mis au feuilleton de l'été. Hé bien non ! Ce 9 septembre, on en remet encore une couche. Ne croyez vous pas que tout a été dit, redit, rabâché, dilué sur ce sujet des 48 vice-présidents.

Tout de même, n'y a-t-il pas eu un vote et même deux votes ? Le conseil de communauté les 19 et 20 août était constitué de 1 président, 48 vice-présidents et 121 délégués. Certains de ces délégués ont caressé l'espoir que le quorum ne serait pas atteint. s de chance. Il y avait 160 membres présents ou représentés le 19 août. 160 votants. Seuls 10 délégués manquaient à l'appel sur 121, soit 8%. Ils n'avaient pas choisi courageusement l'opposition. Ils avaient choisi l'absence. Leur espoir s'est transformé en déconfiture. Dans le Canard Enchaîné, on dirait « Pan sur le bec ». 92% des délégués ont désiré reconduire le choix qu'ils avaient déjà fait démocratiquement quatre mois plus tôt sans aucune opposition, une seule abstention (Monsieur Lebeau).

J'espère que vous ne ferez pas l'injure à quiconque de dire ou d'écrire que les délégués votent sous la menace de rétorsions de toutes natures. Non la CA2M n'a jamais été une assemblée de fantoches, comme vos propos le laissent entendre. Tous ses membres ont été élus dans leurs communes démocratiquement à l'issue d'élections libres, parfois très disputées et souvent avec des majorités très confortables. Or la CA2M fonctionnait depuis 6 ans. Les électeurs ne l'ignoraient pas. Ce qui s'est passé en avril n'a pas été une surprise, une tromperie. Certains candidats en avaient fait un argument électoral. Non, la CA2M n'a jamais été une résurgence des assemblées stalinienne milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. A la 22<sup>ème</sup> heure de vote, il y avait encore 140 votants et... au mois d'août.

Vous n'êtes pas sans ignorer qu'il y a eu débat sérieux à l'intérieur du conseil municipal de Metz sur cette question et qu'il en est résulté le choix que vous connaissez et que vous continuez à brocarder. Croyez vous une seconde que Monsieur Gros ait menacé un seul ses conseillers ou qu'ils n'aient eu que des préoccupations de copinage ? Je me demande dans cette faire où sont les vrais démocrates, ceux qui acceptent le choix d'une assemblée démocratique ou ceux qui, comme vous, envers et contre tout, le discréditent de façon blessante et ironique.

La critique est aisée mais l'art est difficile. Il ne pas de détruire, il faut ensuite construire quelque chose qui soit juridiquement viable et dont le fonctionnement tienne la route et alors c'est autre chose. Vous savez quand on a des responsabilités, on sait très bien que ce n'est pas avec des « il n'y a qu'à... » qu'on avance.

Les vice présidents sont des fantoches qui sont payés à ne rien faire, laisse-t-on entendre. Je me permets de vous donner mon agenda CA2M des prochaines semaines.

- Jeudi 11 septembre, à 10h, Conseil des maires.
- Mardi 16 septembre, 17 h, Commission d'appel d'offres.
- Jeudi 18 septembre, à 10 h, Conférence des maires.
- Samedi 20 septembre : visite du Centre Gorges Pompidou.
- Mardi 23 septembre à 17h, commission d'appel d'offres.
- Mercredi 24 septembre, 18h, Commission des équipements culturels.
- Jeudi 25 septembre, 18 h : réunion du SCOTAM
- Lundi 29 septembre, 10h, Conférence des maires.

- Lundi 29 septembre, 18 h, réunion de bureau des vice-présidents.
- jeudi 9 octobre, 10h, Conférence des maires.
- Lundi 13 octobre, 18h, réunion de conseil de la communauté.
- Mercredi 15 octobre, 10h, Conférence des maires.

Je vous invite à lire attentivement la lettre que j'ai adressée à Monsieur Lebeau, qui a été diffusée à tous les délégués et la lettre que j'ai adressée à Monsieur Jager, directeur de la Semaine et dont il a publié des extraits. Vous y apprendrez certainement beaucoup de choses sur le fonctionnement de la CA2M, son financement, sa genèse, sur les indemnités de ces vice-présidents que vous vous plaisez à jeter en pâture pour « faire l'opinion. »

Quand on a la prétention d'informer le public, on doit d'abord s'informer soi-même. Si vous saviez déjà tout cela, c'est encore plus grave parce que, dans cette hypothèse, vous déformeriez consciemment la réalité..

Si vous le désirez, je peux vous donner des précisions sur la communauté du « Grand Nancy » pour permettre des comparaisons honnêtes et constructibles mais je ne veux pas abuser de votre temps.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.



Objet: Proposition de motion déposée auprès de Monsieur le Président pour le conseil du 19 août

Madame, Monsieur,

vous voudrez bien trouver ci-joint une réponse de Monsieur Jean-Marie NICOLAY {, Adjoint au Maire de SCY-Chazelles, Délégué à la CA2M, concernant la motion proposée par Monsieur LEBEAU.

Ce mail transite par le Cabinet du Président à cause de problèmes informatiques rencontrés par Monsieur NICOLAY.

Bien Cordialement

Stéphanie SCHMITT

Cher Monsieur LEBEAU,

J'ai lu avec attention votre projet de motion et sans vouloir la commenter point par point je me permets de reprendre une toute petite partie de votre analyse, non pas sur la forme mais sur le fond

page 5 chapitre II paragraphe 2,1 je vous cite

« Ceci aboutit à attribuer des délégations un peu UBUESQUE ..ainsi un vice président est chargé des risques naturels et technologiques »

Petit rappel la CA2M a dans ses compétences "études de Protection des Zones urbanisées de 'l'agglomération messine contre les crues de la Moselle et de la Seille" ; les crues font partie des risques naturels non?

Je vous rappelle M. LEBEAU que 2 communes, sur les 40 que compte la CA2M sont concernées par les inondations soit environ 20 000 personnes et une bonne centaine d'entreprises

Vous traitez ces 20 000 habitants de la CA2M ainsi qu'une centaine de chefs d'entreprises de "disciples d'UBU", c'est bien les mépriser ou à priori vous ne savez pas ce qu'est une inondation (1983.2006 et d'autres ) posez la question aux 20 000 personnes concernées et vous jugerez ensuite Je suis outré par tant de mépris à l'encontre de nos concitoyens concernés par ce fléau ou est ce dû à votre non connaissance des dossiers à portée CA2M

La CA2M devra pour sa part et ce très rapidement élargir la compétence "études" et acquérir celle de "lutte contre les crues de la Moselle et de la Seille" ce sans attendre une nouvelle inondation catastrophique comme en 1983

S'il faut réformer, M. LEBEAU, faisons le après mûre réflexion

Cordiales salutations

Jean Marie NICOLAY

Maire adjoint de SCY - CHAZELLES

Délégué de SCY- CHAZELLES auprès de la CA2M

3/08/2008

## Réunion du Conseil Municipal de Scy-Chazelles du 30 septembre 2008

Mon cher Jacques,

Tu as mis à l'ordre du jour de la réunion du CM de ce jour en point « divers », le sujet brûlant du nombre de VP et de délégués de la CA2M, avec toute  ité qui te caractérise, et qui pourrait se traduire ainsi : « J'ai raison, et parce que la grande majorité des membres élus de la CA2M ont raison (il n'y a qu'à voir le résultat des votes) la solution retenue, et l'organisation actuellement en place dans notre communauté est obligatoirement la bonne organisation. »

Tu as inondé nos collègues du conseil municipal de lettres débordantes d'arguments basés sur l'immobilisme en réfutant les notions économiques et organisationnelles.

Peu importe les débats qui se sont déroulés dans les médias écrits ou parlés via des électeurs que tu prétends être manipulés par les médias que tu accuses d'avoir fabriqué leur opinion ; peu importe le courage d'un élu (Emmanuel Lebeau) que  accuse de mener une action politique « travestie de préoccupations sociales », et peu importe l'avis d'un conseiller municipal, qui, avec toi et J.M.Nicolay représentent la commune de Scy-Chazelles au conseil de communauté de notre agglomération et qui a osé également penser différemment et en a informé par écrit, le Président.

Je suis très déçu, une nouvelle fois de la façon dont ce point est présenté, ce soir, à l'ensemble des conseillers municipaux de Scy-Chazelles.

Je ne souhaite pas engager un débat, mais je souhaiterais tout de même pouvoir développer un certain nombre d'arguments pour essayer de rétablir un équilibre entre la position dominante et celle de quelques uns qui pensent différemment.

- Je pourrai, par exemple, parler ce soir de « **défense des privilèges et de résistance au changement** ».

Comment peut-on effectivement croire que l'ensemble des conseillers communautaires puisse accepter avec le sourire, des idées qui remettent en cause leurs positions et surtout leurs indemnités !

Quoi de plus naturel que de penser d'abord à soi avant de franchir le pas, de prendre un peu de hauteur et d'envisager une réflexion basée sur l'intérêt commun et non plus sur ses intérêts individuels ?

Ceux qui ont fait des propositions savaient pertinemment qu'elles étaient vouées à l'échec ; mais ceux là ont eu la volonté de s'informer et le courage de faire ces propositions. Il est trop facile de les accuser de changer d'avis. Nos électeurs sont là pour nous rappeler à la modération dans les dépenses publiques et ceux qui ne pas les entendre sous prétexte d'une prétendue manipulation par les médias ou pire encore d'une incapacité à pouvoir penser par eux même se trompent fortement. Les futures échéances électorales leurs prouveront que contrairement à ce qu'avait dit, en son temps, un homme politique français célèbre, les français ont de la mémoire.

- Je pourrai ensuite informer nos collègues sur « **les pratiques d'autres E PC I** ».

Nous ne sommes pas seuls au monde et il existe, pas trop loin de chez nous, d'autres élus, d'autres communautés d'agglomération ou de communes qui se sont posés les mêmes questions et qui ont mis en place des organisations de représentativité des communes au sein de leurs E PCI.

Avez-vous déjà assisté à une réunion du conseil de communauté de notre CA2M, Non ? Alors je vous y invite. Avec 170 conseillers communautaires aucun débat n'est possible. Les seules interventions (dans 95% des cas), émanent de l'opposition messine et de certains élus nationaux. En fait, nous fonctionnons comme une chambre d'enregistrement qui prend acte des propositions passées au bureau et dans les commissions compétentes.

1. Un nombre plus raisonnable de **conseillers communautaires** permettrait, sans doute, un travail plus démocratique et de meilleure qualité, conséquence d'un débat plus diversifié.

Ainsi, par exemple, des communautés d'agglomérations ayant un nombre d'habitants à peu près équivalent à celui de la CA2M font ressortir un de conseillers communautaires qui varient de 87 à 96 délégués, soit pratiquement la de la notre. Il s'agit par exemple de celle de Lens Liévin, regroupant 252.000 habitants sur 36 communes, de Valenciennes métropole regroupant 192.000 habitants sur 35 communes, de Loire métropole regroupant 270.000 habitants sur 31 communes, etc.....

La seule équivalence en nombre de délégués concerne des agglomérations bien plus importantes comme celles de LILLE ou de LYON, mais qui représentent respectivement 1M d'habitants et 1,3 M d'habitants (170 délégués à Lille métropole et 155 au Grand Lyon).

2. Concernant le nombre de **vice présidents**, la aussi, reportons nous aux pratiques de nos autres collègues.

Pour reprendre les mêmes exemples, ils sont 23 à Lens (pour 35 maires), 26 à Valenciennes (pour 35 maires), 23 à Angers (pour 31 maires). Allons plus loin, ils sont 32 à Lille pour, je vous le rappelle, 1M d'habitants, 40 à Lyon pour 1,3 M d'habitants. Toujours et encore moins qu'à Metz qui fait exception dans le répertoire des Communautés d'agglo et des communautés urbaines de notre pays.

Pour démontrer l'absurdité du système messin, nous avons encore été plus loin. 40 V.P. ça n'était pas suffisant ; nous avons puisé dans la réserve des adjoints des deux plus importantes communes de l'agglomération pour en ajouter 8 de plus ! Et voilà, 48 V.P., qui dit mieux ?

Les maires des communes membres de ces agglomérations qui ne sont pas V.P. sont-ils pour autant, des élus de seconde zone ? Certainement pas, mais ils ont par contre le souci d'une meilleure efficacité de leur agglomération tout en restant modérés dans les dépenses indemnitaires des élus. Leur voix vaut autant que leur collègue V.P. en étant membre à part entière du conseil des maires.

Alors, que dire ? Que Metz est différente ? NON. Toutes ces gesticulations et ces contorsions développées par notre maire pour essayer de démontrer que notre système est le bon parce qu'il rentre dans ce que permet la réglementation actuelle ne tient pas lorsqu'on applique la méthode comparative.

C'est de l'immobilisme pur et simple destiné à maintenir un statut quo que désapprouvent une grande majorité de nos électeurs, j'en suis persuadé. C'est la défense d'intérêts individuels au détriment d'une organisation efficace et raisonnable financièrement.

3. Il n'est pas besoin d'être un expert économiste pour constater qu'à l'heure actuelle, et dans l'organisation existante, **le coût représenté par le total des indemnités** versées est très largement supérieur à ce qu'il devrait être si notre organisation avait été mise en place à l'instar de ce qui a été fait ailleurs. Quelques chiffres :

Coût actuel des indemnités des 48 V.P. :  $48 \times 1863,43 \times 12 = 1.073.335$

Coût des indemnités sur la base de 24 V.P. :  $24 \times 1863,43 \times 12 = 536.667$

Economie sur un mandat :  $536.668 \times 6 = 3.220.008 \text{ €}$

Coût actuel des indemnités des délégués :  $121 \times 224,50 = 27.162 \times 12 = 325.944$

Coût des indemnités sur base 61 délégués :  $61 \times 224,50 = 13.695 \times 12 = 164.334$

Economie sur un mandat =  $161.604 \times 6 = 69.624 \text{ €}$

<b>Total des économies sur un mandat</b>	<b>= 4.189.624 €</b>
--	----------------------

Excusez du peu ! Pour les plus anciens qui parlent encore en francs, près de 27,5 millions de francs !

Plus de quatre fois le budget annuel d'investissement de notre commune ! Soit près de 70 % du budget d'investissement de notre commune sur un mandat de 6 ans.

Voilà, je voulais simplement remettre un peu les pendules à l'heure pour que chacun d'entre vous ait toutes les informations sur le débat qui s'est engagé à la CA2M afin qu'il puisse se faire sa propre idée à ce sujet.

J'ai rencontré le président de la CA2M pour lui expliquer ma position et surtout pour lui dire qu'il n'y avait dans mes propos aucune agressivité à son encontre, mais seulement le désir d'apporter ma pièce à l'édifice de la réorganisation de notre agglomération dans le seul souci d'efficacité.

Je lui ai également demandé la possibilité de participer au groupe de travail qu'il a mis en place sous la responsabilité de monsieur Hasser V.P. et maire du Ban Saint Martin.

Même s'il ne peut accéder à ma demande, je ne doute pas que le travail de ce groupe, très attendu par l'ensemble des élus et des nos administrés, sera effectué dans un état d'esprit qui sied à une réorganisation aussi importante et indispensable qu'est le mode de fonctionnement de notre communauté d'agglomération.

Cela ne se fera pas évidemment sans quelques grincements de dents, mais il faut que nous sachions préparer l'avenir de notre communauté d'agglomération efficace et plus démocratique.

Mardi, 30 septembre 2008

Yvon QUINIO  
Conseiller municipal de Scy-Chazelles  
Délégué de la CA2M